

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 05/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : VAT2025 0546  
Code AIOT : 0010003934

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté La Gare 37310 Reignac-sur-Indre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- La Gare 37310 Reignac-sur-Indre
- Code AIOT : 0010003934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAAL exploite sur le territoire de la commune de Reignac-sur-Indre, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en trois silos, ainsi qu'un séchoir de céréales.

L'exploitation de ces activités est encadrée par l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 30 juillet 1991, modifié et complété par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 21 avril 2006.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques – ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
7	Installations de manutention des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	Sans objet
4	Mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Sans objet
6	Surveillance des conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet
8	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 30/07/1991, article 1er	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Règles d'implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'isolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).  Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1 <sup>er</sup> alinéa du présent article. Ces dispositions sont reprises par l'article 14 de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire (APC) n° 17889 du 21 avril 2006.
<b>Constats :</b>  Le bureau d'accueil et de distribution des produits « approvisionnement » est implanté à plus de 25 m des silos n°1, 2 et 3 : <ul style="list-style-type: none"><li>• 44 m des cellules des silos n°1 et 2 ;</li><li>• 33 m des boisseaux du poste de chargement « route » associé au silo n°2,</li><li>• 40 m de la tour de manutention du silo n°2.</li></ul> <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques – ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D"</li></ul>

concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) ;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont reprises partiellement par l'article 12 de l'APC n° 17889 du 21 avril 2006.

#### Constats :

À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport DEKRA n°127894762401 R001 du 15 octobre 2025, relatif au contrôle 8 octobre 2025 des installations électriques par thermographie infrarouge. Ce rapport fait état d'un écart de niveau 2 (ventilateur 1 - serrage interrupteur, sectionneur et variateur à corriger) et d'une observation relative au niveau d'empoussièrement de l'armoire électrique D du silo et à la nécessité de procéder à une dératisation ;
- le compte rendu DEKRA Q18 du 3 avril 2025, relatif à la vérification périodique des installations électriques n°035472432501 R001 réalisée du 2 avril 2025. Ce compte rendu ne fait pas état d'observation. Toutefois, **DEKRA mentionne : « Absence de zone ATEX déclarée par l'exploitant » ;**
- le rapport DEKRA n°035285832401 R002 du 3 décembre 2024, relatif à la vérification des installations électriques réalisée le 15 novembre 2024. **Ce rapport fait état de 4 observations récurrentes relatives à l'absence de justificatifs concernant l'adéquation des équipements de thermométrie et des capteurs de niveau installés en zone ATEX, vis-à-vis du zonage retenu.**

Les rapports relatifs à la vérification des installations électriques au titre des ICPE réalisée en 2025, ainsi que le suivi formalisé de la levée des écarts susvisés observés par les organismes de contrôle n'étaient pas disponibles.

Écart : L'exploitant n'est pas en capacité de présenter le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport de la vérification des installations électriques au titre des ICPE, à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées. Les 4 observations portées sur le rapport relatif à la vérification réalisée en 2024 sont récurrentes.

D'autre part, il a été constaté la présence d'une boîte de raccordement électrique ne répondant pas au niveau d'étanchéité requis (défaut d'étanchéité au niveau de deux entrées de câbles - alimentation du détecteur de déport de bande du transporteur d'ensilage TS1 du silo n°1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs relatifs à la levée des observations émises par DEKRA dans ses rapports n°035285832401 R002 du 3 décembre 2024 et n°127894762401 R001 du 15 octobre 2025, ainsi qu'une copie du rapport relatif à la vérification des installations électriques au titre des ICPE réalisée en 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés à la foudre.</p> <p>Les mesures de protection contre le risque foudre mis en place répondent aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Analyse du Risque Foudre et l'étude technique foudre ainsi que le carnet de bord des installations de protection contre le risque foudre du site sont tenus à la disposition de l'inspection sur site.</p> <p><b>À noter le carnet de bord n'est jamais renseigné.</b></p> <p>La consultation du rapport SOCOTEC du 26 novembre 2024 relatif à la vérification visuelle en date du 12 novembre 2024 de la protection contre le risque foudre n'appelle pas d'observation. L'exploitant a déclaré qu'une nouvelle vérification a été réalisée le 19 novembre 2025 ; le rapport relatif à cette vérification n'est pas disponible.</p> <p><b>Écart : Le rapport relatif à la vérification des installations de protection contre le risque foudre en date du 19 novembre 2025 n'était pas disponible le 5 décembre 2025. Le carnet de bord n'est jamais renseigné.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection une copie du rapport relatif à la vérification des installations de protection contre le risque foudre réalisée par SOCOTEC le 19 novembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage – événements
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;</li><li>• et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.</li></ul> <p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables ;</li><li>• et (excepté pour les transporteurs) ;</li><li>• posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;</li><li>• et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.</li></ul> <p>Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.</p> <p>Ces dispositions sont reprises par les articles 16 et 17 de l'APC n° 17889 du 21 avril 2006.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site est délimité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• au Nord par les entreprises MEGA PNEUS et TREMBLAY (société de transports et de travaux publics),</li></ul>

- au Sud par les silos de la coopérative AGRIAL, et au-delà par la voie ferrée Tours - Loches,
- à l'Ouest par les entreprises YPELEC, METAMORFOSE IMPRESSION et des terrains agricoles,
- à l'Est par des terrains agricoles.

Le site AXEREAL de Reignac-sur-Indre est équipé de trois silos de stockage métalliques verticaux accolés les uns aux autres.

Un séchoir fonctionnant au gaz naturel est présent à proximité du silo 2.

L'étude de dangers d'avril 2001, complétée en juin et décembre 2005, complétée par la synthèse des mesures de protection mises en place et objet du rapport SOCOTEC référencé HAB 8241 V2.0 du 8 juillet 2015, identifie et justifie le dimensionnement des dispositifs de protection (découplage - événements) mis en place au niveau de ces trois silos.

Un état récapitulatif du contrôle par sondage concernant la mise en place des mesures de protection au sein des silos n°1, 2 et 3 est joint en annexe du présent rapport.

**Contrairement aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2006, le sens d'ouverture des portes de découplage des accès aux galeries de reprises est vers la galerie et non pas vers la tour de manutention.** Le dispositif de verrouillage de ces portes est néanmoins renforcé par deux verrous afin d'assurer la tenue à la pression requise.

**Le découplage au niveau des tours de manutention vis-à-vis des galeries est assuré par des portes dont la fermeture, hors passage, n'est pas assurée au moyen de dispositifs mécaniques.**

**L'événement de la cellule du poste de chargement fer est assuré par la couverture de cette dernière qui est constituée de plaques métalliques (bardage bac acier) et non pas en fibrociment.**

Le rapport SOCOTEC, référencé HAB 8241 V2.0 du 8 juillet 2015, identifie et justifie le dimensionnement, dont la tenue à la pression, des découplages mis en place au niveau des trois silos.

**Les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2006 comportent plusieurs coquilles vis-à-vis des données portées dans l'étude de dangers de 2001, ses compléments de juin et décembre 2005, et la synthèse des mesures de protection mises en place, objet du rapport SOCOTEC référencé HAB 8241 V2.0 du 8 juillet 2015.**

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 5 : Moyens de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;
- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si



la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur.

Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :

- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables ;
- et (excepté pour les transporteurs) ;
- posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;
- et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.

Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.

Ces dispositions sont reprises par les articles 16 et 17 de l'APC n° 17889 du 21 avril 2006.

#### **Constats :**

La consultation des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées par l'exploitant appelle les observations suivantes :

- le risque d'incendie au niveau du magasin de produits phytopharmaceutiques, et le risque ATEX pour le stockage de GNR ne sont pas matérialisés sur les plans annexés au plan d'intervention ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ne disposent pas de fiches réflexes concernant le pilotage des installations en mode dégradé (intervention du service de maintenance et/ou de la société de maintenance des commandes de la manutention nécessaire pour permettre de fonctionner sans aspiration centralisée, ou tout autre opérations à mettre en œuvre non décrite).

**Écart : Le plan de zonage des risques présentés par les installations est incomplet : absence d'identification du risque d'incendie au niveau du magasin de produits phytos, et du risque ATEX pour le stockage de GNR.**

**Le plan d'intervention pour la gestion des situations d'urgence est à compléter avec notamment les fiches réflexes concernant le pilotage des installations en mode dégradé.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 6 : Surveillance des conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Ces dispositions sont encadrées par l'article 19 de l'APC n° 17889 du 21 avril 2006.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage du suivi en continu de la température des grains stockés dans les cellules C13, C20 et C32 appelle les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des cellules dispose d'une sonde dotée de 4 capteurs de température ;</li> <li>• le report du suivi de la température des produits ensilés est assuré en continu, sur un écran implanté dans les bureaux du personnel qui assure le suivi des silos ;</li> <li>• un premier seuil d'alerte fixé à 35°C peut être visualisé sur ce même écran ;</li> <li>• C13 du silo n°1 : 17,19°C ; 20,13°C, les deux autres capteurs sont situés au-dessus du niveau du grain ;</li> <li>• C20 du silo n°2 : 17,26°C ; 26,8°C, les deux autres capteurs sont situés au-dessus du niveau du grain. Cette cellule était en phase de ventilation suite à l'ensilage de produits présentant une température relativement élevée ;</li> <li>• C32, un capteur hors d'usage.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Installations de manutention des céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et</p>

<p>s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe du présent rapport.</p> <p><b>La simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de bande du transporteur d'ensilage TS1 n'a pas occasionné la mise à l'arrêt du circuit d'ensilage du silo n°1.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : Situation administrative du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/1991, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume maximal d'engrais à base de nitrates d'ammonium et celui des produits phytopharmaceutiques se situent en dessous des seuils d'assujettissement de leurs rubriques de classement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état des stocks indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus.</p> <p>Les noms commerciaux des produits sont accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>La répartition, par rubrique des installations classées, des états des stocks fournis, ainsi que les vérifications réalisées à documents consultés sont reportées dans le tableau joint en annexe du présent rapport (diffusion restreinte).</p> <p>La consultation, par sondage, des documents accompagnant les produits détenus ainsi que les fiches de données de sécurité de ces mêmes produits, n'appelle pas d'observation.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>